

ARRÊTÉ N°2024/040
SUR LA CONSIGNATION DANS LE CADRE
DE LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION DE
LA PARCELLE CADASTREE Z N° 114

Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité,
Vu l'arrêté préfectoral 11°2019-2789, en date du 22 octobre 2019, déclarant l'acquisition, à l'amiable ou par voie d'expropriation, les immeubles nécessaires à la réalisation du projet de réaménagement de l'îlot des 4 routes à Drancy, d'utilité publique au profit de l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol,
Vu l'arrêté préfectoral 11/2020-0043, en date du 8 janvier 2020, déclarant cessibles pour cause d'utilité publique, au profit de l'EPT Paris Terres d'Envol, les biens immobiliers nécessaires à la réalisation du projet de réaménagement de l'îlot des 4 routes, situé sur la commune de Drancy,
Vu la décision du 17 février 2020 n°20/00019 déclarant expropriés, au profit de l'EPT Paris Terres d'Envol, pour cause d'utilité publique, les biens immobiliers nécessaires à la réalisation du projet de réaménagement de l'îlot des 4 routes, situé sur la commune de Drancy,
Vu le jugement fixant les indemnités dues à M. Ibrahim CAM et Mme Ozcan SONGUL épouse CAM, propriétaire de la parcelle la parcelle cadastrée section Z n° 114, en date du 7 juillet 2022,
Vu l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 2 mai 2024 fixant indemnités dues à M Ibrahim CAM et Mme Ozcan SONGUL épouse CAM, propriétaire de la parcelle la parcelle cadastrée section Z n° 114, en date du 7 juillet 2022,

Considérant que l'arrêt de la cour d'appel du 2 mai 2024 a fixé l'indemnité due par l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol à M. Ibrahim Cam et Madame Ozcan Songul au titre de la dépossession du bien immobilier situé 143, avenue Henri Barbusse à Drancy (93700), sur la parcelle cadastrée section Z n° 114 à la somme de 582 859 euros se décomposant comme suit : indemnité principale : 528 962 euros, et indemnité de emploi : 53 897 euros.

Considérant, que par suite de l'arrêté de la cour d'appel du 2 mai 2024, les propriétaires de la parcelle Z n°114 – expropriés, n'ont pas transmis les coordonnées bancaires faisant ainsi obstacle au paiement par l'EPT Paris Terres d'Envol desdites indemnités.

Considérant qu'un pouvoir en cassation a été signifié le 30 octobre 2024 à la requête de M Ibrahim CAM et Mme Ozcan SONGUL épouse CAM.

Considérant qu'il est alors nécessaire de consigner le montant des indemnités dues dans le cadre de la procédure.

ARRETE

ARTICLE 1 : La somme de 528 962 euros net vendeur, correspondant au montant de l'indemnité fixée par l'arrêté de la cour d'appel du 2 mai 2024, fera l'objet d'une consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

ARTICLE 2 : Il est demandé au Receveur municipal de consigner cette somme sans délai auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services est chargé, de l'exécution de la présente décision.



Fait à Aulnay-sous-Bois, le 9 décembre 2024
Le Président

Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20241210-2024-040-AU
Date de télétransmission : 10/12/2024
Date de réception préfecture : 10/12/2024